

§ 5. De personeelsleden behouden de promotietitels die ze hebben behaald door te slagen in een examen, in een wedstrijd van toetreding tot een hoger niveau of in een examen van bevordering in rang, georganiseerd op initiatief van het Commissariaat waartoe ze voor hun overplaatsing hebben behoord, of die hen door het Commissariaat zijn toegekend.

Voor hun rangschikking worden deze laureaten geacht de wedstrijd of het examen te hebben voorgelegd aan het Waalse Gewest.

Indien de processen-verbaal van de wedstrijden op dezelfde datum werden afgesloten, worden de laureaten onderling gerangschikt alsof ze hadden deelgenomen aan dezelfde wedstrijd.

Indien de processen-verbaal van de wedstrijden op verschillende data werden afgesloten, wordt voorrang verleend aan de laureaten van de wedstrijden waarvan het proces-verbaal op de vroegste datum werd afgesloten.

§ 6. Indien de ambtenaar van het Commissariaat vóór zijn overplaatsing naar de Waalse regering voldoet aan de voorwaarden voor deelname aan een wedstrijd van toetreding tot een hoger niveau of een examen van bevordering in rang, dat het Commissariaat op de datum van de overplaatsing aankondigt, behoudt hij het recht om aan deze wedstrijd of dit examen deel te nemen, ook al wordt hij tijdens het verloop van de proeven onderworpen aan een overplaatsing of bestemming uit hoofde van dit besluit.

Paragraaf 5 van dit artikel is van toepassing op een laureaat van een wedstrijd of examen zoals bedoeld in het 1ste lid van onderhavige paragraaf.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op de dag van publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. De Minister die bevoegd is voor het Openbaar ambt, staat in voor de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 19 mei 1995.

Door de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap
bevoegd voor het Openbaar Ambt, de Jeugd en de Bevordering van de Gezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

[Mac — 29470]

F. 95 — 2614

**18 JUILLET 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant règlement de son fonctionnement**

Le Gouvernement de la Communauté française.

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988 et par la loi du 16 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 spécialement l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité qu'a le Gouvernement de la Communauté française, constitué en application de l'article 60 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, d'assurer sans délai son fonctionnement:

Sur proposition de la Ministre-Présidente;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1995.

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement de la Communauté française délibère collectivement, selon la procédure du consensus et définit les orientations politiques dans les matières qui relèvent de la compétence de la Communauté.

Art. 2. § 1er. Le Gouvernement de la Communauté française délibère de tout projet de décret ou d'arrêté du Gouvernement à caractère réglementaire relatif aux matières qui relèvent de la compétence de la Communauté en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980:

§ 2. Il évoque toute proposition de décret déposée au Conseil de la Communauté française.

§ 3. Il délibère en outre dans les cas prévus aux §§ 2 et 3 de l'article 83 de la même loi.

§ 4. a) Il délibère également de toute proposition ayant fait l'objet d'un avis défavorable de l'Inspection des Finances ou n'ayant pas recueilli l'accord du Ministre chargé du Budget ou de la Fonction publique lorsque celui-ci est requis.

b) Pour les décisions qui ne requièrent pas de délibération du Gouvernement, l'accord du Ministre du Budget ou de la Fonction publique, s'il est requis, est réputé acquis s'il n'est pas transmis dans les 20 jours de la réception de la demande.

§ 5. Tout Ministre du Gouvernement de la Communauté française peut toujours évoquer une affaire relevant d'une compétence déléguée.

Art. 3. § 1er. Le Gouvernement de la Communauté française adopte tout projet de décret relatif au budget de la Communauté et règle l'affectation des crédits destinés à couvrir les dépenses de la Communauté.

§ 2. Il exerce pour les dépenses à charge du budget de la Communauté les attributions que l'arrêté royal du 16 novembre 1994 donne au Conseil des Ministres pour les dépenses à charge du budget de l'Etat.

§ 3. Trimestriellement, une situation complète, tant en ce qui concerne les engagements et les ordonnancements que les situations des recettes et des dépenses, est transmise à chacun des membres du Gouvernement de la Communauté française dans un délai de quinze jours, après expiration de la période mensuelle concernée. La situation comporte une annexe relative au programme d'investissement.

§ 4. Chaque Ministre a un accès direct à la comptabilité des engagements et des ordonnancements en ce qui concerne les matières relevant de ses compétences.

Art. 4. Les programmes d'investissements matériels couvrant plus d'une année font l'objet d'une délibération du Gouvernement avant l'adoption du projet de budget.

Ces programmes comportent notamment l'indication précise du montant des aides et subventions ou l'estimation des travaux, fournitures et services, leur destination et s'il échet celle de leurs bénéficiaires.

Cet article ne concerne pas les Fonds des Bâtiments scolaires.

Art. 5. § 1. Ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement :

- 1° l'octroi de crédits qui ont fait l'objet d'une inscription nominative au budget de la Communauté;
- 2° les arrêtés de subvention à charge du budget dont le libellé identifie le seul bénéficiaire;
- 3° les investissements des institutions universitaires organisées par la Communauté française;
- 4° l'octroi de subventions et les contrats de services à imputer sur le budget des dépenses courantes, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à dix millions de francs.
- 5° les promesses de principe ainsi que l'octroi de subventions à imputer sur le budget des dépenses de capital, dont le montant cumulé sur un même exercice en faveur d'un même bénéficiaire est inférieur à trente millions de francs;
- 6° les investissements directs dont le montant est inférieur à trente millions de francs;
- 7° les engagements et liquidations de subventions et allocations de fonctionnement en matière d'enseignement, de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires;
- 8° les engagements et liquidations d'autres subventions de caractère obligatoire et automatique, quel que soit leur montant, si la détermination de celui-ci est fixée par des dispositions légales, décrétales ou réglementaires sans possibilité d'intervention du Ministre responsable, ni sur le principe de l'octroi du subside, ni sur le montant de celui-ci;
- 9° a) La composition, le fonctionnement, la désignation des membres des Commissions consultatives, des Conseils supérieurs et Conseils d'avis;
- b) Toutefois, à la fin de chaque année civile, une liste est communiquée relevant les engagements de dépenses courantes, les promesses de principe et les engagements de dépenses de capital inférieurs à trente millions de francs et supérieurs à cinq millions de francs tant pour le Ministère de la Culture et des Affaires sociales que pour le Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation, ainsi que l'énumération des nouveaux services et institutions agréés et subsidiés en application des dispositions décrétales ou réglementaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas les dépenses en matière de bâtiments scolaires, ni celles des organismes d'intérêt public de type B, ni celles des associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française;

c) Sont soumis à l'accord du Gouvernement : le choix du mode de passation et la passation des marchés pour les travaux, fournitures et services dont l'estimation ou le montant hors T.V.A. est supérieur au montant figurant au tableau suivant :

	Adjudication publique ou appel d'offres général	Adjudication restreinte ou appel d'offres restreint	Marché de gré à gré
Travaux	300 millions	65 millions	20 millions
Fournitures	200 millions	20 millions	12 millions
Services	60 millions	10 millions	5 millions

La procédure prévue par l'article 51 de l'Arrêté Royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services reste d'application étant entendu que le Gouvernement et la Ministre-Présidente du Gouvernement remplacent respectivement le Comité ministériel et le Premier Ministre.

§ 2 Les observations de la Cour des Comptes sont immédiatement transmises aux Ministres-Membres du Gouvernement.

§ 3 Le Ministre du Budget et de la Fonction publique exerce les compétences du Ministre des Finances et du Ministre de la Fonction publique décrites dans la réglementation sur le contrôle administratif et budgétaire.

Il rend ses accords dans un délai de dix jours ouvrables.

§ 4 Les crédits affectés aux infrastructures resteront individualisés.

Le Ministre fonctionnel est l'ordonnateur primaire des crédits d'infrastructures, sauf en matière d'enseignement, et agit d'initiative.

§ 5 La Ministre-Présidente est compétente pour le programme III, division organique 61.

§ 6 a) La tutelle visée à l'article 4 de l'arrêté portant répartition des compétences ne comprend pas l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires.

b) La tutelle visée à l'article 5 de l'arrêté portant répartition des compétences comprend l'autorité sur les administrateurs de la Commission communautaire française au sein des sociétés publiques d'administration des bâtiments scolaires.

Art. 6. 1° Le Gouvernement décide de toute proposition de création, de décentralisation, de déconcentration ou de restructuration des services, institutions et organismes publics, qui sont chargés de l'exécution de la politique de la Communauté, en ce compris les organismes fonctionnant uniquement ou partiellement au moyens de subventions à charge du budget de la Communauté.

2° En ce qui concerne l'Administration :

a) le Ministre de la Fonction publique est seul compétent pour les arrêtés à caractère organique et réglementaire.

b) Sur proposition du Ministre fonctionnel compétent ou du Ministre de la Fonction publique, cosignataires, le Ministre de la Fonction publique est compétent pour les matières ci-après :

— l'octroi des délégations à l'Administration;

— le cadre;

— le règlement organique;

— à l'exception des rangs 15, 16 et 17, qui font l'objet d'une délibération du Gouvernement, les déclarations de vacances d'emploi ainsi que les nominations ou promotions au sein de l'Administration des deux Ministères et dans les organismes d'intérêt public de type A, sauf les nominations ou promotions conférées selon les règles de la carrière plane;

3° Le Ministre fonctionnellement compétent est saisi des rapports d'activités et bilans financiers d'associations sans but lucratif qui sont l'émanation de la Communauté française.

Copie des bilans sont transmis au Ministre du Budget.

Le Gouvernement décide de la constitution des nouvelles A.S.B.L. qui sont l'émanation de la Communauté française.

4° Toutefois, ne donnent pas lieu à délibération du Gouvernement les actes à portée individuelle concernant les membres des personnels des établissements d'enseignement, des services d'inspection, des centres P.M.S. et des Fonds des Bâtiments scolaires relevant de l'enseignement.

5° En ce qui concerne les promotions, l'octroi des fonctions supérieures et autres dispositions relatives au statut du personnel des Administrations, les décisions sont prises par le Ministre responsable de la Fonction publique et du personnel, sur proposition des Ministres fonctionnellement responsables et en concertation avec eux.

En l'absence prolongée de proposition sur les décisions à prendre concernant ce personnel, le Ministre responsable de la Fonction publique et du personnel, après avertissement préalable, agira d'initiative.

Art. 7. 1° En ce qui concerne la formation en cours de carrière, chaque Ministre l'organise pour le niveau d'enseignement dont il est responsable.

2° En ce qui concerne l'inspection des établissements de l'enseignement supérieur de type court, le Ministre responsable de ce niveau peut donner ces instructions aux Inspecteurs de l'enseignement secondaire supérieur.

3° Sans préjudice des délégations qu'il accorde à ses membres, le Gouvernement est seul qualifié pour émettre au nom de la Communauté un avis à l'intention des pouvoirs ou organismes nationaux, régionaux, européens ou internationaux, ainsi que pour leur adresser un rapport ou une demande.

Le Gouvernement délibère de tout projet d'accord culturel bilatéral ou multilatéral ainsi que de la révision de ces accords.

Dans le domaine des relations internationales, les pratiques en vigueur au sein du Gouvernement fédéral relatives respectivement au Premier Ministre, au Ministre des Relations extérieures et au Ministre responsable d'un Département sont d'application.

4° En ce qui concerne la recherche, si, ponctuellement, un programme de recherche concerne la recherche fondamentale et la recherche appliquée, il y aura concertation à ce propos entre le Ministre chargé de la recherche scientifique d'une part et le Ministre fonctionnellement concerné par la recherche appliquée d'autre part.

Art. 8. Dans les matières qui leur sont attribuées, les Ministres du Gouvernement ont délégation pour appliquer, sans préjudice des autres dispositions prévues par le présent arrêté, les lois, décrets, arrêtés, règlements et circulaires.

Les Ministres du Gouvernement ont délégation pour prendre des arrêtés d'agrément dans les matières qui relèvent de leurs compétences.

Pour les affaires qui relèvent des attributions de plusieurs Ministres, la concertation s'établit dès le stade de l'élaboration des propositions en vue de leur mise au point en commun et les Ministres concernés cosignent les actes qui en résultent.

Art. 9. Toute circulaire ou directive à portée générale est transmise par son auteur à la Ministre-Présidente qui la cosigne.

Art. 10. Le Ministre dont relève un paracommunautaire est exclusivement compétent pour présenter ou proposer tout texte relatif au cadre et au statut du personnel de cet organisme et ce, avec l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions et, s'il échet, du Ministre du Budget.

Art. 11. Par audiovisuel, on entend les matières reprises à la division organique 65 du budget général des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 1995.

Art. 12. En ce qui concerne l'article 4, 10°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, il est convenu que la compétence en matière de loisirs sera exercée respectivement par les Ministres fonctionnellement compétents selon qu'il s'agit de loisirs culturels ou sportifs.

Art. 13. La Ministre-Présidente est compétente pour les crédits repris à la division organique 31, allocations de base n° 1224 - 1230 1231 - 3301 - 0301 et 3304, ainsi que pour la cellule "égalité des chances".

Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement concrétise les aspects budgétaires de l'article 138 de la Constitution.

Art. 14. Dès lors qu'un point relevant de la compétence d'un Membre du Gouvernement de la Communauté française fait l'objet d'un différend avec un ou des autres Membres de ce Gouvernement, celui-ci est traité de la manière suivante :

1° échange de courrier,

2° réunion de conciliation,

3° communication;

4° évocation : dans ce cas, le point évoqué doit faire l'objet d'une décision.

Art. 15. La Ministre-Présidente diffuse à tous les autres membres du Gouvernement les recours qui lui sont transmis par le greffe de la Cour d'arbitrage.

L'affaire est inscrite à l'ordre du jour du Gouvernement s'il apparaît nécessaire que la Communauté française intervienne dans la procédure.

Le Ministre fonctionnel désigne un avocat.

Art. 16. L'autorité sur les services communs de l'Administration est confiée au Ministre de la Fonction publique, sans préjudice de l'article 6 de l'arrêté portant répartition des compétences.

Celui-ci est également en charge des marchés informatiques.

Art. 17. Le Secrétaire du Gouvernement inscrit à l'ordre du jour les points introduit par chacun des Ministres dans le respect des règles de fonctionnement du Gouvernement.

Le Gouvernement délibère valablement des points prévus à l'ordre du jour si plus de la moitié de ses membres sont présents, et sauf demande de report de tel ou tel point introduit avant la séance par un membre dont l'absence est justifiée.

En cas d'urgence dûment justifiée et admise par le Gouvernement, sont examinés quant au fond les points :

- a) les points non inscrits à l'ordre du jour;
- b) les points pour lesquels l'avis de l'Inspection des Finances n'est pas joint lorsque celui-ci est requis;
- c) les points pour lesquels l'accord du Ministre du Budget requis en application de l'article 5 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 n'est pas joint;
- d) les points pour lesquels l'accord du Ministre de la Fonction publique est requis lorsque celui-ci n'est pas joint;

Art. 18. Le Ministre du Budget est chargé d'élaborer et de présenter conjointement avec le Ministre fonctionnellement compétent les projets de délibération tendant à autoriser l'engagement, l'ordonnancement et le paiement des dépenses au-delà des crédits votés ou suite au refus de visa de la Cour des Comptes sans préjudice des dispositions relatives à la redistribution des allocations de base.

Art. 19. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1er juin 1993 portant règlement de son fonctionnement est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 juin 1995.

Art. 21. Les Ministres du Gouvernement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1985.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,
J.-P. GRAFE

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,
Ch. PICQUE

Le Ministre-Membre du Gouvernement de la Communauté française,
J.-C. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 95 — 2614

[Mac — 29470]

18 JULI 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende regeling van haar werking

De Regering van de Franse Gemeenschap.

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988 en bij de wet van 16 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, voor de Regering van de Franse Gemeenschap, samengesteld bij toepassing van artikel 60 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, zonder verwijl voor haar werking te zorgen;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter;

Gelet op de door de Regering van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 17 juli 1995 genomen beslissing.

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, beraadslaagt en beslist de Regering van de Franse Gemeenschap gezamenlijk, volgens de procedure van de consensus, en bepaalt de politieke koers in de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren.

Art. 2. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap beraadslaagt en beslist over elk ontwerp van decreet of van besluit van de Regering van reglementaire aard betreffende de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de Gemeenschap behoren krachtens de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 2. Zij brengt elk bij de Raad van de Franse Gemeenschap ingediend voorstel van decreet ter sprake.

§ 3. Zij beraadslaagt en beslist overigens in de gevallen bedoeld in de § 2 en 3 van artikel 83 van dezelfde wet.

§ 4. a) Zij beraadslaagt en beslist eveneens over elk voorstel waarover de Inspectie van Financiën een ongunstig advies heeft uitgebracht of dat de toestemming van de Minister belast met de Begroting of de Ambtenarenzaken, niet heeft gekregen, als deze vereist is.

b) Voor de beslissingen waarvoor geen beraadslaging van de Regering vereist is, wordt de toestemming van de Minister van Begroting of Ambtenarenzaken, als deze vereist is, als gekregen geacht indien zij niet binnen de 20 dagen na de ontvangst van de aanvraag is medegedeeld.

§ 5. Elke Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap kan altijd een zaak die tot een gedelegeerde bevoegdheid behoort, ter sprake brengen.

Art. 3. § 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt elk ontwerp van decreet met betrekking tot de begroting van de Gemeenschap goed en regelt de bestemming van de kredieten die de uitgaven van de Gemeenschap moeten dekken.

§ 2. Zij oefent voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Gemeenschap de bevoegdheden uit die het koninklijk besluit van 16 november 1994 aan de Ministerraad geeft voor de uitgaven ten laste van de begroting van de Staat.

§ 3. Om de drie maanden wordt aan elk lid van de Regering van de Franse Gemeenschap een complete staat bezorgd, zowel betreffende de vastleggingen en ordonnancerings als de staat van de ontvangsten en uitgaven, binnen een termijn van vijftien dagen, na het verstrijken van de betrokken maandelijkse periode. De staat omvat een bijlage betreffende het investeringsprogramma.

§ 4. Elke Minister is ertoe gerechtigd de comptabiliteit van de vastleggingen en ordonnancerings direct te kunnen raadplegen wat betreft de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren.

Art. 4 Over de programma's voor materiële investeringen die meer dan één jaar dekken, beraadslaagt en beslist de Regering vóór de goedkeuring van het begrotingsontwerp.

Die programma's bevatten inzonderheid de precieze opgave van de bedragen van de steun en van de toelagen of de raming van de werken, leveringen en diensten, de bestemming ervan en in voorkomend geval de precieze vermelding van de personen die die steun ontvangen.

Dit artikel heeft geen betrekking op het Fonds voor de schoolgebouwen.

Art. 5. § 1. De Regering beraadslaagt en beslist niet over :

1° de toekenning van kredieten die het voorwerp hebben uitgemaakt van een nominatieve inschrijving in de begroting van de Gemeenschap;

2° de besluiten tot toekenning van een toelage ten laste van de begroting waarvan het opschrift alleen de naam meldt van de persoon die de toelage geniet;

3° de investeringen van de universitaire instellingen die door de Franse Gemeenschap worden georganiseerd;

4° de toekenning van toelagen en de contracten voor dienstverlening, aan te rekenen op de begroting van de lopende uitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden tien miljoen frank ligt;

5° de principiële beloften alsook de toekenning van toelagen, aan te rekenen op de begroting van de kapitaaluitgaven, waarvan het op eenzelfde begrotingsjaar gecumuleerde bedrag ten voordele van eenzelfde begunstigde beneden dertig miljoen frank ligt;

6° de directe investeringen waarvan het bedrag beneden dertig miljoen frank ligt;

7° het vastleggen en uitbetalen van verplichte en automatische werkingssubsidies en -toelagen inzake onderwijs, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningbepalingen wordt vastgesteld;

8° het vastleggen en uitbetalen van andere verplichte en automatische toelagen, ongeacht hun bedrag, indien dit bedrag bij wets-, decreet- of verordeningbepalingen wordt vastgesteld, zonder dat de bevoegde Minister noch over het principe van de toekenning van de toelage noch over het bedrag ervan kan beslissen;

9° a) de samenstelling, de werking, de aanwijzing van de leden van de adviescommissies, de hoge raden en adviesraden;

b) Op het einde van elk burgerlijk jaar, wordt echter een lijst medegedeeld met opgave van de vastleggingen inzake lopende uitgaven, van de principiële beloften en de vastleggingen inzake kapitaaluitgaven beneden dertig miljoen frank en boven vijf miljoen frank, zowel voor het Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken als voor het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming, alsook van de opsomming van de nieuwe diensten en instellingen die worden erkend en gesubsidieerd bij toepassing van de decreet- of verordeningbepalingen.

Deze paragraaf heeft geen betrekking op de uitgaven voor de schoolgebouwen, voor de instellingen van openbaar nut van categorie B of voor de verenigingen zonder winstoogmerk die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

c) Aan de Regering moeten ter toestemming worden voorgelegd : de keuze van de wijze van gunning, het gunnen van opdrachten voor werken, leveringen en diensten waarvan de raming of het bedrag, exclusief B.T.W., hoger ligt dan de bedragen voorkomend in de volgende tabel :

	Openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag	Bepaalde aanbesteding of beperkte offerteaanvraag	Onderhandse opdracht
Werken	300 miljoen	65 miljoen	20 miljoen
Leveringen	200 miljoen	20 miljoen	12 miljoen
Diensten	60 miljoen	10 miljoen	5 miljoen

De procedure bepaald in artikel 51 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten blijft van kracht, met dien verstande dat de Regering en de Minister-Voorzitter van de Regering in de plaats treden van respectievelijk het Ministerieel Comité en van de Eerste Minister.

§ 2. De opmerkingen van het Rekenhof worden onmiddellijk aan de Ministers-Leden van de Regering medegedeeld.

§ 3. De Minister van Begroting en Ambtenarenzaken oefent de bevoegdheden van de Minister van Financiën en van de Minister van Ambtenarenzaken uit die bepaald zijn in de reglementering over de administratieve en begrotingscontrole. Hij geeft zijn toestemming binnen een termijn van tien werkdagen.

§ 4. De voor de infrastructuur bestemde kredieten blijven geïndividualiseerd.

De functionele minister is de eerste ordonnancerende persoon voor de infrastructuurkredieten, behalve inzake onderwijs, en handelt op eigen initiatief.

§ 5. De Minister-Voorzitter is bevoegd voor het programma III, organisatie-afdeling 61.

§ 6. a) Het toezicht bedoeld in artikel 4 van het besluit houdende verdeling van de bevoegdheden omvat niet het gezag over de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie binnen de publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheren van de schoolgebouwen.

b) Het toezicht bedoeld in artikel 5 van het besluit houdende verdeling van de bevoegdheden omvat het gezag over de bestuurders van de Franse Gemeenschapscommissie binnen de publiekrechtelijke maatschappijen voor het beheren van de schoolgebouwen.

Art. 6. 1° De Regering beslist over elk voorstel tot oprichting, decentralisatie, deconcentratie of herstructurering van de openbare diensten of instellingen die belast zijn met de uitvoering van de politiek van de Franse Gemeenschap, met inbegrip van de instellingen die uitsluitend of gedeeltelijk werken door middel van toelagen ten laste van de begroting van de Gemeenschap.

- 2° Ten aanzien van de Administratie :
- a) is alleen de Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de besluiten van organieke en reglementaire aard.
- b) Op de voordracht van de functioneel bevoegde Minister of van de Minister van Ambtenarenzaken, mede-ondertekenaars, is de Minister van Ambtenarenzaken bevoegd voor de hierna vermelde aangelegenheden :
- het verlenen van delegaties aan de Administratie;
 - de personeelsformatie;
 - het organiek reglement;
 - met uitzondering van de rangen 15, 16 en 17, waarvoor de Regering moet beraadslagen en beslissen, de vacant-verklaringen van betrekkingen en de benoemingen of bevorderingen binnen de Administratie van beide Ministeries en in de instellingen van openbaar nut van categorie A, behalve de benoemingen of bevorderingen toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan.
- 3° De functioneel bevoegde Minister wordt in het bezit gesteld van de activiteitenverslagen en financiële balansen van de verenigingen zonder winstoogmerk die ressorteren onder de Franse Gemeenschap.
- Er wordt een afschrift van de balans aan de Minister van Begroting medegedeeld.
- De Regering beslist over de oprichting van de nieuwe V.Z.W.'s die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.
- 4° De Regering beraadslaagt en beslist echter niet over de akten van individuele aard die betrekking hebben op de personeelsleden van de onderwijsinstellingen, de inspectiediensten, de P.M.S.-centra en fondsen voor schoolgebouwen die van het onderwijs afhangen.
- 5° Op het stuk van de bevorderingen, de toekenning van een hoger ambt en andere bepalingen met betrekking tot het statuut van het personeel van de Administraties, worden de beslissingen door de voor de ambtenarenzaken en het personeel bevoegde Minister genomen op de voordracht van de functioneel bevoegde ministers en in overleg met die.
- Als er gedurende een lange periode geen voorstel van beslissing betreffende dat personeel wordt ingediend, handelt de voor de ambtenarenzaken en het personeel bevoegde Minister op eigen initiatief.

Art. 7. 1° Wat de vorming gedurende de loopbaan betreft, organiseert de Minister deze voor het onderwijsniveau waarvoor hij bevoegd is.

2° Wat de inspectie van de instellingen van het hoger onderwijs van het korte type betreft, kan de voor dat niveau bevoegde Minister onderrichtingen geven aan de inspecteurs van het hoger secundair onderwijs.

3° Onverminderd de delegaties die zij aan haar leden verleent, is enkel de Regering bevoegd om namens de Gemeenschap een advies uit te brengen aan de nationale, gewestelijke, Europese of internationale machten of instellingen, alsook om aan deze een verslag of een aanvraag te richten.

De Regering beraadslaagt en beslist over elk ontwerp van bilateraal of multilateraal cultureel akkoord alsmede over de herziening van deze akkoorden.

Op het gebied van de internationale betrekkingen, zijn de praktijken die gelden binnen de Federale Regering voor respectief de Eerste Minister, de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister die voor een departement verantwoordelijk is, van toepassing.

4° indien een bepaald programma inzake onderzoek het fundamenteel onderzoek en het toegepast onderzoek betreft, dan is er daarover overleg tussen de voor het wetenschappelijk onderzoek bevoegde minister, enerzijds, en de minister die bij het toegepast onderzoek functioneel betrokken is, anderzijds.

Art. 8. In de hun toegekende aangelegenheden hebben de Ministers van de Regering delegatie om, onverminderd de andere bij dit besluit bedoelde bepalingen, de wetten, decreten, verordeningen en omzendbrieven toe te passen.

De Ministers van de Regering hebben delegatie om erkenningsbesluiten te nemen in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheid behoren.

Voor de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van verschillende Ministers behoren, is er overleg reeds vanaf het stadium van de uitwerking van de voorstellen, om er gezamenlijk de laatste hand aan te leggen, en moeten de betrokken Ministers de stukken die eruit voortvloeien, medeondertekenen.

Art. 9. Elke omzendbrief of richtlijn van algemene aard wordt door degene die deze opmaakt, in handen gesteld van de Minister-Voorzitter, die deze medeondertekent.

Art. 10. De Minister onder wie een paracommunautaire instelling ressorteert, is uitsluitend bevoegd om elke tekst betreffende de personeelsformatie en het statuut van het personeel van die instelling voor te stellen of voor te leggen, met de toestemming van de Minister tot wiens bevoegdheid de ambtenarenzaken behoren en, in voorkomend geval, van de Minister van Begroting.

Art. 11. Onder "audiovisuele sector" worden de aangelegenheden verstaan die voorkomen in de organisatie-afdeling 65 van de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1995.

Art. 12. Voor artikel 4, 10° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, wordt afgesproken dat de bevoegdheid inzake vrijetijdsbesteding door de respectievelijke functioneel bevoegde Ministers uitgeoefend wordt, naargelang het gaat om vrijetijdsbesteding op cultuur- of op sportniveau.

Art. 13. De Minister-Voorzitter is bevoegd voor de kredieten die opgenomen worden in de organisatie-afdeling 31, basisallocaties nrs. 1224-1230-1231-3301-0301 en 3304, alsook voor de cel "gelijke kansen".

Op de voordracht van de Minister van Begroting concretiseert de Regering de budgettaire aspecten van artikel 138 van de Grondwet.

Art. 14. Wanneer er over een punt dat tot de bevoegdheid van een Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap behoort, een geschil met één of andere Leden van die Regering ontstaat, wordt dat geschil zo behandeld :

1° briefwisseling,

2° bemiddelingsvergadering,

3° mededeling,

4° het ter sprake brengen : in dit geval moet over het ter sprake gebrachte punt een beslissing worden getroffen.

Art. 15. De Minister-Voorzitter deelt aan alle andere leden van de Regering de heropen mede die haar door de griffie van het Arbitragehof worden toegezonden.

De zaak staat op de agenda van de Regering wanneer het noodzakelijk blijkt dat de Franse Gemeenschap in de procedure moet tussenkomen.

De functioneel bevoegde Minister wijst een advocaat aan.

Art. 16. Het gezag over de gemeenschappelijke diensten van de Administratie wordt aan de Minister van Ambtenarenzaken toevertrouwd, onverminderd artikel 6 van het besluit houdende verdeling van de bevoegdheden.
Deze is ook belast met de informatica-overeenkomsten.

Art. 17. De Secretaris van de Regering plaatst de punten die door elk van de Ministers met inachtneming van de werkingsregels van de Regering werden ingediend, op de agenda.

De Regering beraadslaagt en beslist geldig over de punten die op de agenda staan indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn, en behalve aanvraag om uitstel van dit of dat punt, ingediend vóór de vergadering door een lid wiens afwezigheid verantwoord is.

Bij behoorlijk gemotiveerde en door de Regering aanvaarde dringende noodzakelijkheid, worden de volgende punten in de grond onderzocht :

- a) de punten die niet op de agenda staan;
- b) de punten waarvoor het advies van de Inspectie van Financiën niet bijgevoegd is als dit vereist is;
- c) de punten waarvoor de toestemming van de Minister van Begroting die vereist is bij toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 november 1994, niet bijgevoegd is.
- d) de punten waarvoor de toestemming van de Minister van Ambtenarenzaken vereist is, wanneer die niet bijgevoegd is.

Art. 18. De Minister van Begroting is belast met het opmaken en het voorleggen, gezamenlijk met de functioneel bevoegde Minister, van ontwerpen tot beraadslaging en beslissing met het oog op de toelating van de vastlegging, de ordonnancering en de betaling van de uitgaven boven de goedgekeurde kredieten, of, na de weigering van het visum van het Rekenhof, onverminderd de bepalingen betreffende de herverdeling van de basisallocaties.

Art. 19. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juni 1993 houdende regeling van haar werking, wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 22 juni 1995.

Art. 21. De Ministers van de Regering zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 1995.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

J.-P. GRAFE

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Ch. PICQUÉ

De Minister-Lid van de Regering van de Franse Gemeenschap,

J.-C. VAN CAUWENBERGHE

F. 95 - 2615

[S - C - 29505]

6 SEPTEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif au recrutement du personnel dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et dans certains organismes d'intérêt public

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public telle qu'elle a été modifiée;

Vu le décret du 1er juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu le décret du 16 avril 1991 portant création de l'Agence et du Conseil scientifique et éthique de Prévention du Sida pour la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1982 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales tel qu'il a été modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 novembre 1991 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Agence de Prévention du Sida;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, particulièrement son article 2;

Vu l'accord du Ministre chargé de la Fonction publique, donné le 28 juillet 1995;

Vu l'accord du Ministre chargé du Budget donné le 28 juillet 1995;

Considérant que la maîtrise du budget de la Communauté française nécessite qu'un contrôle strict soit exercé sur l'évolution des dépenses en matière de personnel employé au sein des Services du Gouvernement et de certains Organismes d'intérêt public;

Considérant que la situation budgétaire de la Communauté française justifie que les moyens de ce contrôle soient mis en place sans délai;

Sur la proposition du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 juillet 1995,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation —, au Commissariat général aux Relations internationales et à l'Agence de Prévention du Sida.